



## LES "RÉAC-PUBLICAINS" À L'ASSAUT DE L'ÉCOLE

Grégory Chabat est prof dans un collège. Militant, pédagogue, il est aussi syndicaliste-révolutionnaire à la CNT. Il participe au site internet Questions de classes et à la revue N'autre École, devenue désormais N'autre École - Questions de classes. Auteur de plusieurs livres sur la pédagogie émancipatrice dont les titres sont sans équivoque (L'École des barricades, Pédagogie et Révolution) il en prépare un nouveau sur les "réac-publicains". Nous avons décidé de lui poser quelques questions afin d'en savoir un peu plus sur ce terme et sur la pensée réactionnaire qu'il dénonce.

**LE MONDE LIBERTAIRE :** *Grégory, dans tes derniers livres tu nous parles de différentes expérimentations, de réflexions et de pédagogies alternatives souvent libertaires. Cependant, lors de tes conférences ou dans certains de tes textes, tu mentionnes les "réac-publicains". Que désigne ce terme ?*

**GRÉGORY CHABAT :** J'ai utilisé cette expression pour la première fois en 2008, dans la revue *N'autre École*. J'y reviens aujourd'hui - aussi pour des raisons personnelles puisque je travaille à Mantes-la-Ville, première commune FN d'Île-de-France - avec le livre *L'École des réac-publicains, la pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, sorti fin mars chez Libertalia. La formule évoque bien sûr la fameuse querelle qui oppose celles et ceux qui se définissent comme "républicains" (bien avant que Sarkozy ne s'approprie l'étiquette !) aux pédagogues et aux sociologues.

Cette référence à la République - plutôt qu'à la démocratie - n'est pas anodine : la célébration nostalgique de l'École de Jules Ferry - une École de la ségrégation sociale, faut-il le rappeler, avec ses deux ordres d'enseignement, le

primaire, pour le peuple, et le secondaire, élitiste, public mais payant, pour les rejetons de la classe dominante - apparaît dans le contexte de l'émergence d'une mouvance "national-républicaine", qui entend restaurer un certain nombre de valeurs en réaction aux idéaux de Mai 68.

Elle offre à la gauche, avec l'arrivée de Chevènement au ministère de l'Éducation en 1984, une "porte de sortie" aux idéaux de transformation sociale et d'émancipation ; la République "moderne" (convertie aux lois du marché) se substitue dès lors au projet "socialiste" ; le citoyen, seul responsable de son destin social, remplace l'exploité.

À droite, elle s'inscrit dans la stratégie de reconquête de l'hégémonie intellectuelle et culturelle initiée par la Nouvelle Droite.

Aujourd'hui, l'alliance de ces "souverainistes des deux rives" est à l'ordre du jour. L'École est à la fois un lieu de convergences (son "déclin" annonce celui de la nation et de la civilisation confrontées aux nouveaux barbares) et un laboratoire pour la révolution conservatrice. Elle constitue un espace où l'on peut se permettre,



tout en s'affirmant "de gauche" (Debray, Juliard, Onfray, etc.), d'en appeler au retour de l'autorité, à la célébration de la nation, au mérite individuel, à la nécessaire et "saine" sélection, etc.

Pour s'en convaincre, on notera que c'est sur ce thème de l'École que, en septembre dernier, Jean-Pierre Chevènement a participé à l'université d'été de Nicolas Dupont-Aignan organisée par Jean-Paul Brighelli, pamphlétaire "anti-pédagogue" (qui dit se reconnaître « à 80 % dans le programme éducatif du FN »).

Dans la salle pour les applaudir : Charles Beigbeder (candidat à la présidence du Medef et partisan d'un rapprochement avec Marine Le Pen), ou encore Jean-Paul Mongin (président de la très traditionaliste et ultra-libérale association SOS Éducation)...

Le terme réac-publicain permet également de souligner combien cette nébuleuse entend rétablir de manière autoritaire un ordre scolaire – et social – ancien et prétend qu'il est vain de vouloir lutter contre les inégalités (sociales, sexuelles, etc.) qui fondent l'organisation "naturelle" du monde.

Enfin, par cette dénomination, je souhaitais aussi mettre à distance ce néo-républicanisme nationaliste d'une autre conception de la République, la "sociale", que chantaient les communards...

**ML : Toutes ces personnes sont issues de bords politiques différents, elles semblent pourtant toutes liées par des valeurs communes. Quelles sont-elles ?**

GC : Ils et elles se rejoignent dans une commune détestation de ce qu'ils nomment "l'égalitarisme", "le pédagogisme" et le "démocratie" (ou "médiocratie").

À ces "perversions gauchistes" qui auraient

contaminé l'institution, ils opposent l'élitisme "républicain", le mythe de l'égalité des chances, le retour aux "fondamentaux", la célébration de l'effort, de la discipline, de l'autorité, de l'ordre moral et de la méritocratie... tout ce qui légitime le monde tel qu'il est. Il est stupéfiant qu'au nom de la République, ils dénigrent ses principes constitutifs que sont l'égalité et la liberté, surtout au sein de l'École qu'ils entendent "sanctuariser" pour qu'elle ne soit pas soumise aux « aléas » démocratiques (sic). Ce que j'ai voulu mettre en avant, avec ce livre sur les réac-publicains, c'est la centralité, dans la rhétorique néo-réactionnaire, du discours décliniste sur l'École, mais aussi la cohérence et la continuité entre les pratiques pédagogiques prônées et le projet de société autoritaire et inégalitaire.

**ML : Ce courant a donc inventé un néologisme : "pédagogisme". Il en découle un autre : "pédagogue" qui est clairement une insulte. Quelle est l'importance de ce vocabulaire ?**

GC : Le pédagogisme, terme forgé en 1984 par Jean-Claude Milner, c'est le nom donné au complot (maoïste, libertaire ou patronal, suivant la mode du moment ! ) qui se serait donné pour objectif secret de détruire le savoir, l'École, la culture et la civilisation...

On croit souvent que la réaction aspire à maintenir le peuple dans l'ignorance. C'est historiquement inexact. C'est d'abord la Réforme et la Contre-réforme qui se disputent le monopole de l'enseignement du peuple. Quand survient la Révolution française, elle n'aspire pas à changer l'École mais à la contrôler. Pour asseoir son pouvoir et garantir l'ordre social, la classe dirigeante, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, voit dans l'École un instrument de conservation et de soumission. C'est pourquoi le mouvement





ouvrier, en particulier sa branche anti-autoritaire, va lui opposer une conception émancipatrice de l'éducation et s'intéresser aux questions pédagogiques.

Le discours réac-publicain actuel s'inscrit dans cette lutte entre deux pédagogies, la "noire" (étudiée par Alice Miller, comme enseignement de l'obéissance) et la "rouge" (celle de la Première Internationale, de la Commune de Paris, des Bourses du travail, des classes Freinet, etc.)

L'insulte "pédagogue" vise en définitive à décrédibiliser toute aspiration à une autre éducation, toute ambition de transformation de l'École et de la société. Elle enserme aussi le débat dans un cadre où les réac-publicains s'arrogent le monopole de la contestation de l'École telle qu'elle est et renvoient les pédagogistes - qu'ils ne définissent jamais - au rôle de fossoyeurs de l'enseignement. La pédagogie sociale, héritière des combats du mouvement ouvrier, porte une contestation de l'institution scolaire, en parole et en actes, qui repose sur un projet inverse de celui des réactionnaires. C'est ce discours et ces pratiques que nous devons réactiver, dans nos établissements et dans nos mobilisations.

**ML : Dans ton livre *L'École des Barricades*, tu fais remonter cette vision réactionnaire de la pédagogie à l'époque de Platon. Mais aujourd'hui qui l'a remise au goût du jour ?**

GC : Oui, si Platon est une référence incontournable - il est cité dans le programme éducatif du FN - c'est surtout que sa République est une société d'ordre, celle du "chacun à sa place". Moins l'École sera démocratique, plus elle sera républicaine et garante de l'ordre établi... C'est là que s'enracine l'obsession historique de l'extrême droite pour l'École :

Édouard Drumont obtenant la fermeture de l'orphelinat libertaire de Paul Robin à Cempuis ; ce sont les ligues nationalistes anti-dreyfusardes se mobilisant, avant la Première Guerre, contre les premiers syndicats d'institutrices et d'instituteurs ralliés à la CGT ; c'est Charles Maurras poussant Célestin Freinet à la démission ; c'est le Maréchal Pétain et son programme de "rééducation" vichyste... Mais ce sont aussi les attentats criminels de l'OAS contre les centres éducatifs sociaux de Germaine Tillon en Algérie, etc.

Dans La haine de la démocratie, Jacques Rancière nous rappelle que le mot démocratie est d'abord une insulte contre tout ce qui vise à bousculer l'ordre naturel du monde. Cette rhétorique réactionnaire a été remise au goût du jour, jusqu'à devenir une sorte d'évidence (le déclin de l'École).

Depuis une trentaine d'années, ce discours a été réactivé par des gens qui venaient d'un tout autre horizon politique. Le FN a su capter ce mouvement et le réintégrer à sa propre rhétorique. Le déclinisme ambiant lui permet de justifier et de "dédiaboliser" son programme éducatif.

Aujourd'hui, une partie de la nébuleuse réac-publicaine semble se rallier aux thèses de l'extrême droite puisqu'elle y retrouve ce qu'elle dit et dénonce depuis longtemps. Dès lors, les réac-publicains

ne font pas le jeu du FN, ils parlent à sa place...

**ML : Cette "nébuleuse réac-publicaine", pour te citer, ne serait donc pas uniquement issue de l'extrême droite ?**

GC : La "nébuleuse" réac-publicaine est complexe. Autour de la détestation de l'égalitarisme et de l'idée de la dégénérescence de l'École et de la culture, on trouve trois grandes familles de pensée. Elles s'opposent parfois, se recoupent aussi, s'allient au gré des circonstances.

Il y a d'abord la droite nationaliste, élitiste, ennemie de l'égalité et de la démocratie (Renaud Camus, Alain Finkielkraut, Éric Zemmour, et les néo-conservateurs issus du gauchisme des années 1970, etc.). Elle investit le champ médiatique pour instaurer son hégémonie culturelle.

Le second pôle, c'est celui des catholiques traditionalistes qui voient dans l'ultra-libéralisme un levier pour promouvoir un enseignement religieux libéré de toute tutelle étatique (SOS éducation, Radio Courtoisie, la Fondation pour l'École, Civitas, etc.). On les a vu à l'œuvre avec la Manif pour tous, la mobilisation contre l'enseignement visant à déconstruire les stéréotypes de genre à l'École, mais aussi à travers l'ouverture d'établissements hors-contrat (*Espérance Banlieues* : uniformes, salut au drapeau, etc.).



Enfin, le troisième courant, c'est celui du national-républicanisme, inspiré par Jean-Pierre Chevènement, dont l'égérie est Natacha Polony et le journal Marianne la tribune officielle. L'École y est au cœur d'un projet politique qui entend dépasser les clivages gauche / droite autour de la souveraineté nationale et du redressement du pays.

Lorsque, en 2014, le FN lance son cercle « d'enseignants patriotes » (le Collectif Racine), il rêve de réaligner la synthèse entre ces trois courants. Les parcours de ses animateurs sont multiples mais la plupart sont issus du chevènementisme, tout comme Florian Philippot, le promoteur de l'ancrage du FN dans la société civile.

Il faut aussi, hélas, souligner qu'une partie de la gauche n'est pas insensible aux sirènes de l'anti-pédagogisme. Elle trouve dans les "pédagogues" un bouc-émissaire facile. Leur action souterraine, plutôt que la nature de classe de l'institution, serait la cause des dysfonctionnements de l'École. On est ainsi passé de la dénonciation des écoles-casernes à celle des « territoires perdus de la République » investis par des communautaristes encouragés par le laxisme de pédagogues et de syndicats "libertaires"... c'est dire le niveau de fantasme et de délire que l'on atteint... Mais peu importe la réalité : il faut que la

décadence soit pour que l'appel au redressement autoritaire soit entendu.

**ML : L'image que nous avons des enseignants est très souvent celle de sociaux-démocrates voire de gauchistes. Serait-il possible que cette corporation soit en partie gangrenée par ces discours réactionnaires ?**

GC : Loin de l'image d'une corporation acquise aux idéaux de progrès et d'émancipation, les discours réactionnaires ont toujours été présents, plus particulièrement chez les enseignants du secondaire. Le plus vieux syndicat du second degré, le Snalc, est une organisation conservatrice, adversaire acharné du "Collège unique". C'est la seconde organisation en terme de voix dans le corps des certifiés et des agrégés.

Le matraquage médiatique réactionnaire, la détérioration des conditions de travail, la crise sociale ainsi que l'évolution du recrutement contribuent aujourd'hui à la droitisation de l'électorat enseignant. Aux dernières élections régionales, le FN a décollé, frôlant les 10 % (alors qu'il ne dépassait pas, jusque là, les 5 %). Ce vote n'est probablement pas dicté uniquement par des considérations pédagogiques ou éducatives... mais il confirme une autre évolution, celle des rapports de force syndicaux. Lors du dernier scrutin

professionnel, Force ouvrière et le Snalc, deux organisations enclines à endosser le discours réac-publicain sur l'École, ont été les seules à progresser (le Collectif Racine avait d'ailleurs invité les "enseignants patriotes" à voter pour eux).

**ML : Quelle est l'influence de ces réac-publicains dans la société ?**

GC : Il suffit d'entrer dans une librairie, de passer devant un kiosque à journaux, d'allumer sa télé ou sa radio pour mesurer le déferlement de discours sur l'effondrement du niveau et la célébration de l'École d'antan (la réforme du collège a marqué une étape supplémentaire dans cette course à la surenchère réactionnaire).

L'influence de ces réseaux est d'autant plus forte qu'elle ne se heurte à aucune résistance si ce n'est une défense de l'École telle qu'elle fonctionne déjà, c'est-à-dire déjà de manière trop autoritaire et trop inégalitaire.

C'est vers l'élaboration d'une alternative pédagogique et sociale que nous devons aller. Face aux réac-publicains comme face aux "gestionnaires" du système, nous devons redéfinir un projet démocratique pour et dans l'École. La démocratie ne s'apprend pas, elle doit se pratiquer dans le quotidien des classes et des établissements. Quant au niveau de "démocratie" d'un système, il ne se mesure pas au nombre, plus ou moins élevé, de "dominés" admis à passer dans le camp des "dominants"...

**ML : Imaginons que le Front National arrive au pouvoir en France. A quelle École aurait-on droit ?**

GC : Aujourd'hui, le programme éducatif du FN de Marine Le Pen est en phase d'élaboration. Elle s'efforce de séduire l'électorat enseignant et de concilier les différents courants



réac-publicains (et même anti-républicains !). Les revendications "historiques" du FN (fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et abandon du collège unique, suppression des maternelles, quotas d'enfants d'immigrés dans les classes, chèque éducation, etc.) sont mises entre parenthèses pour se centrer sur le plus petit dénominateur commun : le portrait d'une École décadente, aux mains des pédagogistes gauchistes et laxistes et qui participe au "grand remplacement".

Mais, sans se risquer à faire de la politique fiction, il faut avoir en tête que l'École est déjà devenue un laboratoire pour l'extrême droite municipale : fin de la gratuité de la cantine (et/ou des transports scolaires) pour les familles démunies, exclusion des enfants de chômeurs des activités péri-scolaires, stigmatisation des élèves musulmans, remise en cause de la scolarisation des enfants étrangers "primo-arrivants", fichage ethnique des élèves, menaces, intimidations et volonté de mettre au pas les personnels de l'Éducation nationale, propos méprisants contre les familles des milieux populaires, etc. (pour le détail de ces mesures, je renvoie au travail de Visa sur les mairies FN). Assurément, l'École est un enjeu de premier plan pour l'enracinement du FN dans la société qui espère aujourd'hui séduire l'élec-

torat enseignant en s'appuyant sur le succès – et la proximité – des thèses des réac-publicains. La perspective demeure celle du programme du Collectif Racine : « redresser l'École, redresser les corps pour redresser la Nation ».

GREGORY CHAMBAT  
Propos recueillis par Thierry

Une réflexion à prolonger dans le livre *L'École des réac-publicains, la pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, Gregory Chambat, Libertalia, collection N'Autre École, 10 €. Paru le 31 mars 2016

#### OUVRAGES PUBLIÉS :

Instruire pour révolter,  
*Fernand Pelloutier et la pédagogie d'action directe*  
Éditions CNT-RP, 2001.

École, une révolution nécessaire  
(coordination)  
Éditions CNT-RP, 2008.

Pédagogie et révolution  
*Questions de classe et (ré)lectures pédagogiques*  
Libertalia, 2011  
(seconde édition augmentée Libertalia 2015).

Apprendre à désobéir  
*Pierre histoire de l'école qui résiste*  
co-écrit avec Laurence Biberfeld,  
Éditions CNT-RP, 2013, réédition Libertalia 2014.

L'École des barricades  
Libertalia, 2014

#### CONTRIBUTIONS :

De l'autogestion, théories et pratiques  
chapitre "L'autogestion pédagogique à l'épreuve du réel,  
le boycott scolaire et les EPK en Kanaky",  
Éditions CNT-RP, 2013.

#### ENTRETIENS :

L'école de l'espoir  
Entretien publié dans *Le Nouvel éducateur* (revue de  
l'Incm-Pédagogie-Freinet) n°225, décembre 2015.

Pédagogie et révolution  
Entretien pour la revue *N'Autre école*, mars 2012.

La subversion pédagogique  
Entretien pour le *Café pédagogique*, juillet 2014.

De la contestation de l'école  
aux écoles de la contestation  
Entretien pour la revue *Contretemps*.

« Jules Ferry voyait dans l'école un instrument pour  
"clôre l'ère des révolutions" »  
Entretien en 3 parties pour *Alternative libertaire*, été  
2012.